



Section de la Bibliothèque nationale de France

Local syndical Tolbiac, T4, A2, poste : 49.24, messagerie : sudbnf@hotmail.fr ou sud@bnf.fr

Présidence de la BnF, plus cela change, plus c'est pareil :

Comme tous les 3 ans, le président de la BnF vient d'être désigné au terme d'une procédure opaque. En l'occurrence, cela s'est traduit par la reconduction de Bruno Racine à son poste.

Bien sûr, comme tous les 3 ans, l'Etat-patron s'est bien gardé de demander leurs avis aux premiers-ères intéressé-e-s, à savoir les 2 600 agents de la BnF. Il faut croire que la démocratie, malgré tous les beaux discours dont on nous abreuve, a ses limites et en particulier qu'elle s'arrête aux portes des lieux de travail.

Il n'y a rien de surprenant à cela dans le système dans lequel nous sommes. Le président de la BnF est là pour appliquer la politique fixée par le gouvernement, pas pour répondre aux besoins des salarié-e-s de la BnF et de ses usagers-ères. C'est donc bien une politique de casse du service public, de remise en cause des missions de la BnF, de suppression de postes, de précarisation accrue et de privatisation rampante que va continuer à mettre en œuvre Bruno Racine. Mais cela aurait été exactement la même chose avec une autre personne.

Les étiquettes politiques dont les uns et les autres s'affublent ou dont on les affuble n'ont pas de valeurs. Ce qui compte, ce sont les faits. Et dans les faits, le gouvernement actuel mène la même politique vis-à-vis de la BnF que le précédent, quelques soient les personnes pour la mettre en œuvre.

Mais qu'attendre d'autre de la part d'un gouvernement qui a fait le choix du patronat contre les salarié-e-s et qui applique la destruction du code du travail à travers la loi issue de l'Accord National Interprofessionnel, crée de nouveaux précaires avec les emplois d'avenir et impose une politique d'austérité drastique. Ce gouvernement qui gèle le point d'indice dans la fonction publique, menace de s'en prendre au régime des retraites et abandonne les salarié-e-s de Florange, de PSA Aulnay-sous-Bois et de Sanofi qui défendent leurs emplois.

A chaque fois, c'est la même logique qui est à l'œuvre, celle qui consiste à faire payer la crise du système capitaliste aux salarié-e-s, aux chômeurs/ses, aux retraité-e-s.

C'est cette logique et son impact à la BnF que nous refusons et que nous combattons par tous les moyens nécessaires. Nous l'avons combattu lors du précédent gouvernement et nous continuerons jusqu'à ce que nous obtenions des postes statutaires en nombre suffisant par rapport aux besoins de notre service public, un budget à la hauteur des missions de notre établissement, un plan de titularisation sans condition de tous/toutes les vacataires qui le souhaitent et l'arrêt de la marchandisation des fonctions, locaux et collections de la BnF.

Quant à la présidence de la BnF, ce qui aurait été un vrai changement, cela aurait été de la supprimer, ce qui aurait permis au passage de faire une économie notable, puisque c'est une idée à la mode. En effet, une fois quelques modifications juridiques effectuées, la BnF peut très bien fonctionner sans présidence. Par contre, elle ne peut pas fonctionner sans les dizaines de postes que le gouvernement et la direction de la BnF suppriment tous les ans.

Cela aurait ouvert la voie à un fonctionnement différent de la BnF, plus démocratique, plus collectif, assurant une meilleure participation de ses agents à tous les niveaux et une meilleure prise en compte des besoins et avis de tout le monde. Un fonctionnement digne d'un véritable service public utile socialement.

Ce changement est possible, si nous nous organisons et si nous agissons toutes/tous ensemble pour cela.

Le véritable changement, ce sont nos luttes qui le feront !

Le 15/04/2013